



RAPPORT ANNUEL 2015



Mai 2016

Also available in English

Avec le soutien de



Ligue européenne de coopération économique, a.i.s.b.l.

Rue Marie-Thérèse 21 - B-1000 Bruxelles - Belgique

info@elec-lece.eu

www.elec-lece.eu

Sommaire

Message du président	3
Réunions du Conseil central	6
Activités nationales et réunions des commissions	7
Résolutions:	10
•Vers une harmonisation fiscale en Europe?	
•Le vieillissement et ses conséquences économiques et sociales en Europe	
Membres du Conseil central	19
Comités nationaux	20

Tous les documents sont disponibles sur le site
<http://www.elec-lece.eu>

Message du président

Face à une mondialisation, qui a changé les équilibres géopolitiques et où la turbulence des marchés financiers reflète une perte de confiance en l'avenir, les Etats membres de l'Union européenne (UE) ne font plus le poids pour affronter les géants de l'industrie, de la finance ou de l'internet pas plus qu'ils ne peuvent se mesurer aux pays émergents, en particulier la Chine. S'ils se laissent aller à un repli identitaire, ils resteront impuissants face aux quatre grands défis qui ont dominé l'actualité en 2015 et continueront à la dominer en 2016 : comment sortir de la crise économique et financière et consolider l'Union Economique et Monétaire (UEM), comment répondre aux nouveaux conflits dans le voisinage de l'Europe et surtout aux menaces de Daech et du terrorisme, comment gérer les vagues de migrants et de réfugiés qui se pressent aux portes de l'Europe et enfin comment éviter la sortie du Royaume Uni (Brexit) et le processus de désintégration de l'UE qu'il pourrait mettre en route. La Ligue a toujours plaidé que notre avenir collectif plus prospère, plus juste et plus sûr passait par « plus d'Europe » mais aussi par « mieux d'Europe », c'est-à-dire des politiques plus pertinentes et plus efficaces au niveau européen, démontrant aux yeux de tous l'utilité de l'intégration européenne.

C'est précisément l'utilité de cette construction européenne et notamment de l'euro qui a été mise fondamentalement en question par la crise de la dette souveraine dans les pays de la zone euro. En dépit de multiples améliorations du cadre réglementaire et d'un substantiel renforcement institutionnel, l'UEM reste sérieusement vulnérable à long terme en raison de la faiblesse de la croissance, des hauts niveaux d'endettement, de la faiblesse de l'investissement auxquels se joignent des divergences croissantes à la fois dans les performances économiques et dans la capacité et la volonté de mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires.

- Une première tâche est d'améliorer la convergence en prêtant attention autant aux réformes structurelles (notamment le problème du vieillissement), au renforcement de la concurrence, à l'amélioration de la compétitivité sur base notamment des activités de recherche et développement, et à l'évolution des balances des paiements (évitant autant les surplus que les déficits excessifs), qu'aux seuls critères du déficit et de l'endettement publics sur lesquels se concentrent les critères de Maastricht et le Pacte de Stabilité et de Croissance. A cet égard, il est important que la mise en œuvre du troisième programme d'assistance à la Grèce prenne en compte toutes ces dimensions, évitant de se concentrer trop exclusivement sur la dimension budgétaire.
- Une seconde tâche est de renforcer le marché intérieur particulièrement en ce qui concerne le marché des services, la mobilité des travailleurs, la « portabilité » des droits à la pension, la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, la coopération des agences pour l'emploi et les réformes nationales facilitant les ajustements de prix et de salaires.
- Le Mécanisme Européen de Stabilité créé en 2012 devrait se transformer en un véritable Fonds Monétaire Européen, géré par un Ministre Européen des Finances, qui remplacerait le Président de l'Euro Groupe et devrait rendre

compte à un parlement de la zone euro, composé des membres du Parlement Européen élus dans les pays de la zone euro. L'assistance du Fonds Monétaire Européen serait liée à une conditionnalité appropriée, les transferts de souveraineté devenant de plus en plus significatifs en fonction des montants prêtés et du risque d'insolvabilité.

- L'achèvement du projet d'Union Bancaire européenne est un autre grand chantier : le mécanisme unique de supervision et le mécanisme unique de résolution sont déjà mis sur pied, quoique les moyens du Fonds de Résolution soient encore limités. La mise sur pied d'un système commun d'assurance des dépôts est la pièce manquante, qui pourrait s'avérer cruciale lors d'une prochaine crise. Le projet d'Union des Marchés des Capitaux est le complément indispensable de l'Union Bancaire.
- Une capacité fiscale au niveau de la zone euro , avec des ressources propres (par exemple une taxe carbone et une taxe sur les transactions financières) ainsi qu'une mutualisation partielle et conditionnelle d'une partie de la dette souveraine des pays de la zone euro (« eurobonds »), devrait être créée et pourrait faire des prêts aux Etats Membres de la zone euro frappés par un choc asymétrique et/ou s'engageant à mettre en œuvre certaines réformes structurelles dont l'impact positif ne pourrait se manifester qu'au bout d'un certain nombre d'années. Enfin, l'occasion de la révision des perspectives financières pluriannuelles de l'UE devrait être saisie pour une augmentation substantielle du budget européen
- Pour soutenir ce programme ambitieux, la politique monétaire de la BCE devrait rester accommodante, empêcher le morcellement de la zone euro, viser à éviter le piège de la déflation et encourager l'expansion du crédit bancaire particulièrement aux PME. Mais il est bien clair que la BCE seule ne peut relancer la croissance ni assurer la viabilité à long terme de la zone euro si les gouvernements ne prennent pas le relai pour stimuler la croissance par l'investissement et les réformes structurelles indispensables.

Elément fondateur du Mouvement Européen, la Ligue Européenne de Coopération Economique est appelée à mobiliser ses forces vives comme forum pour débattre d'idées innovantes, comme plate forme pour mettre en avant des propositions constructives et comme réseau efficace pour s'adresser tant aux Euro-sceptiques qu'aux Euro-enthousiastes, tant aux nouveaux qu'aux anciens Etats membres et tant aux pays non européens proches qu'aux pays lointains.

En 2015, notre Commission économique et sociale a organisé une réunion intitulée "Vers une harmonisation fiscale dans l'Union européenne?" (Le 5 mai à Paris). Le point d'interrogation s'est avéré tout à fait justifié. Après de longues discussions, il est apparu que l'harmonisation fiscale était une ambition noble, mais qu'elle serait difficile à mettre en œuvre. S'il faut évidemment éviter toute concurrence dommageable entre les pays, la concurrence en elle-même n'est pas une mauvaise chose. Les discussions ont finalement débouché sur une résolution, approuvée par la suite par le Conseil central.

Une autre résolution, contenant cinq conclusions et six recommandations de politique différentes, a été formulée à l'issue de la réunion de la Commission économique et sociale organisée à Bruxelles le 3 décembre sur "le vieillissement et ses conséquences économiques et sociales en Europe". Une des principales conclusions est que les réformes des systèmes de pension réalisées jusqu'à présent ne sont pas assez ambitieuses. D'autres mesures devront être prises pour relever ce défi aux multiples facettes.

La Commission monétaire s'est penchée sur l'Union des marchés des capitaux actuellement en construction en Europe (le 26 juin à Amsterdam). Les orateurs et les participants ont dû tenter de répondre à une question volontairement provocatrice : le passage du financement bancaire au financement de marché débouchera-t-il sur un monde sans banques? Les avis sont restés partagés. Les banques seront évidemment affectées, mais l'UMC créera aussi de nouvelles opportunités d'intermédiation. Les banques ne disparaîtront pas, elles s'adapteront.

La LECE ne possède plus de section active au Royaume-Uni, mais nous essayons, par le biais de nos "London dinners", de continuer à promouvoir l'agenda européen outre-Manche. Le dîner organisé le 12 octobre a bien évidemment été consacré au prochain référendum sur le Brexit. Le résultat de cette consultation populaire sera d'une extrême importance non seulement pour le Royaume-Uni (le parti conservateur, l'Écosse), mais aussi pour le reste de l'UE (les eurosceptiques dans les autres pays, la crise des migrants, la zone euro) et même pour la Russie.



En ce qui concerne la situation financière, le bilan de la LECE affiche un surplus pour 2015, pour la première fois depuis plus de dix ans. Ce retournement de situation est dû au fait que la gestion de notre secrétariat international, situé à Bruxelles, ne se fait désormais plus sur une base rémunérée, mais bien sur une base volontaire. Le défi pour ces prochaines années sera évidemment de poursuivre sur cette voie afin d'assurer un nouvel avenir à la LECE, 70 ans après sa création.

Baron Bernard SNOY
Président International

Réunions du Conseil central

Paris – 5 juin 2015

Le Conseil central d'été a été organisé par la section française de la LECE dans les locaux de la Banque de France à Paris. La réunion a été l'occasion pour la Ligue d'accueillir la Bulgarie parmi ses membres. La section bulgare est issue du Vrana Economic Council, un comité regroupant des hommes d'affaires pro-européens. Les discussions ont notamment porté sur le cas de la Suisse, et plus particulièrement sur la position du franc et le vote contre l'immigration de masse, ainsi que sur la diminution du nombre de nos membres. Par ailleurs, la LECE s'est dite prête à collaborer avec l'homme d'affaires belgo-britannique Guy de Selliers en vue de créer une sorte de "cercle d'amis européens du Royaume-Uni" qui se chargerait de promouvoir la campagne du "oui" dans le cadre du référendum qui s'annonce.

La réunion a été suivie de deux tables rondes spéciales, auxquelles 60 personnes ont participé. La première était consacrée à la situation économique dans l'UE et la zone euro. Lors de la seconde table ronde sur la nouvelle régulation financière en Europe, l'ancien Directeur Général du FMI, Jacques de Larosière, a une nouvelle fois été à la hauteur de sa réputation de "sage". En soirée, les membres de la LECE ont été invités à un dîner au siège de BNP Paribas. Après le repas, le président de la banque, Jean Lemierre, a prononcé un discours dans lequel il s'est concentré sur les défis qui attendent l'UE et la zone euro.

Le lendemain, le Conseil central d'été s'est terminé par une visite guidée du château de Versailles.

Bruxelles – 4 décembre 2015

Lors du Conseil central de fin d'année, un large débat a été consacré à l'intégration européenne avec, comme point de départ, un discours donné par Frans van Daele, haut diplomate belge et européen qui occupe aujourd'hui le poste de chef de cabinet du roi des Belges. Tout en reconnaissant que l'Europe était actuellement sur la défensive, van Daele a insisté sur le fait que les fédéralistes européens ne devaient pas baisser les bras. La crise actuelle a fait éclater au grand jour les faiblesses de l'UEM et de l'espace Schengen, deux systèmes qui, au départ, n'ont pas été conçus pour faire face à ce genre de difficultés.

En ce qui concerne la situation de nos sections nationales, le Conseil central a approuvé le remplacement de notre section suisse par l'association "La Suisse en Europe" pour représenter la LECE en Suisse. Une solution est également recherchée pour la LECE Belgique, qui compte de moins en moins de membres actifs. Les efforts se poursuivent aussi pour relancer nos sections en Italie, en Arménie et au Royaume-Uni. Dans la perspective du référendum outre-Manche, les sections nationales ont été invitées à fournir des arguments en faveur du "oui" via des études et des statistiques mettant en avant les avantages d'une appartenance à l'UE pour leurs pays respectifs.

ACTIVITÉS des COMITÉS NATIONAUX

et

RÉUNIONS des COMMISSIONS

25 janvier – Madrid – Comité espagnol

Conférence: "Las conclusiones de la Presidencia Italiana del Consejo de la UE"; Sr. Pietro Sebastiani, Embajador de Italia en España; Ángel Saz-Carranza, Director de ESADEgeo.

5 février – Paris – Comité français

Déjeuner-débat avec Mme Susane WASUM-RAINER, Ambassadeur d'Allemagne à Paris, sur le thème "La coopération franco-allemande peut-elle permettre une relance de la construction européenne?"

12 février – Vienne – Comité autrichien

Déjeuner-débat avec Mr. Mag. Wilhelm Molterer, vice-président de la Banque européenne d'investissement sur " Aktuelle Entwicklungen in der Europäischen Investitionsbank."

17 février – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner-débat - L'économie espagnole et l'UE, Sr. Joaquim Gay de Montellà, President de Foment del Treball.

27 février – Comité polonais

Parrainage de la conférence pour jeunes "Future is coming."

3 mars – Paris – Comité français

Petit-déjeuner débat, Mr. Jean-François SERVAL, Président de SERVAL et Associés ; Mr. Jean-Pascal TRANIE, co-fondateur d'ALOE Private Equity.

25 mars – Madrid – Comité espagnol

Conférence sur la présidence lettone de l'UE, presidida por el Embajador de la República de Letonia en España, Excmo. Sr. D. Janis Eichmanis.

4 avril – Paris – Comité français

Déjeuner-débat avec Jean PISANNI-FERRY, Commissaire général de France-Stratégie, sur le thème "L'Europe : que faire?"

21 avril – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner-débat sur le système des pensions en Espagne, Sr. Valeriano Gómez, Ministre de Treball i Immigració (2010-2011), Investigador del "Centro de Estudios Laborales de la Fundación Ortega Marañón".

23 avril – Vienne – Comité autrichien

Déjeuner-débat sur les leçons de la crise de la Hypo Bank, Frau Präsident a.D. Dr. Irmgard Griss.

05 mai - Paris – Commission économique & sociale

"Vers une harmonisation fiscale dans l'union européenne?"

11 mai – Barcelone – Comité espagnol

Conférence sur la reprise européenne, Sra. Elena Flores, Directora, Estratègia Política i Coordinació, Direcció General per Assumptes Econòmics i Financers, Comissió Europea.

19 et 21 mai – Comité polonais

Parrainage de la Conférence pour jeunes TriMUN.

26 mai – Vienne – Comité autrichien

Déjeuner-débat sur les relations Chine – Autriche, Botschafters der Volksrepublik China, S.E. Herrn Botschafter Bin ZHAO.

5 et 6 juin – Paris – Conseil central

Résolution : "Vers une harmonisation fiscale en Europe?"
Tables rondes

9 juin – Bern – Comité suisse

Conférence : Der Grundsatz der Nichtdiskriminierung im Europa- und Wirtschaftsvölkerrecht, Prof. Dr. Thomas Cottier.

16 juin – Barcelone – Comité espagnol

Conférence "30è aniversario de la firma del Tratado de Adhesión del Reino de España a la Comunidad Económica Europea", Excmo. Sr. Iñigo Méndez de Vigo, Secretario de Estado per la UE; Sr. Josep Oliu, Vicepresidente de la LECE i del Cercle d'Economia; Sr. Joan Josep Bruguera, Presidente del Consejo Universitario de la URL.

19 juin – Bern – Comité suisse

Assemblée générale du Comité suisse, avec Jean Zwahlen : "L'échiquier économique-stratégique mondial à la lumière des développements asiatiques."

26 juin – Amsterdam – Commission monétaire

Réunion sur les conséquences de l'union des marchés des capitaux qui est envisagée en Europe: "Un monde sans banques?"

6 juillet – Barcelone – Comité espagnol

Conférence de Mr Joaquin Almunia, Commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires (2004-2010) et de la Concurrence (2010-2014).

7 septembre – Vienne – Comité autrichien

Déjeuner-débat sur l'intelligence artificielle, Herrn Prof. Robert Trappl, Leiter des Österreichischen Instituts für Artificial Intelligence (OFAI).

12 septembre – Bern – Comité suisse

Conférence : "La Suisse en Europe."

17 septembre – Lisbonne – Comité Portugal

Conférence sur le 30^e anniversaire de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'UE.

29 septembre – Paris – Comité français

Déjeuner-débat avec Michel CAMDESSUS, ancien Gouverneur de la Banque de France, ancien Directeur général du FMI, sur "L'Europe, les migrants et l'Afrique."

29 septembre – Barcelone – Comité espagnol

Conférence sur le 30^e anniversaire de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'UE.

5 octobre – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner conférence avec le Commissaire Action pour le Climat et Energie, Miguel Arias Cañete.

7 octobre – Barcelone – Comité espagnol

Conférence Philippe Maystadt (BEI): "Financing long term investment in the European Union."

12 octobre – Londres – Diner londonien

Le référendum sur le "Brexit".

21 octobre – Vienne – Comité autrichien

Déjeuner-débat sur le FMI, Herrn Dr. Johann Prader, Langjähriger Vertreter Österreichs beim IWF, zuletzt Exekutivdirektor Constituency.

3 novembre – Madrid – Comité espagnol

Conférence sur la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, Sr. Jean Graff, ambassadeur du Grand-Duché du Luxembourg en Espagne.

3 décembre - Bruxelles – Commission économique & sociale

Résolution : "Le vieillissement et ses conséquences économiques et sociales en Europe."

4 décembre – Bruxelles – Conseil central

RESOLUTIONS

“ Vers une harmonisation fiscale en Europe? ”

Résolution de la Commission économique et sociale, adoptée par le Conseil central du 5 juin 2015

- I. La Commission économique et sociale de la Ligue européenne de Coopération économique, réunie à Paris le 5 mai 2015, a débattu avec plusieurs personnalités (MM. Robert BACONNIER, ancien Directeur général des Impôts au Ministère des Finances français ; Jacques LE CACHEUX, Professeur d'économie à l'Université de Pau, membre de l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE) ; Matias de SAINTE LORETTE, Chef du Bureau E1 à la Direction de la Législation fiscale, Ministère des Finances français, et Guillaume ROTY, membre de la représentation permanent de la commission européenne à Paris) du thème « Vers une harmonisation fiscale en Europe? ».

Elle en retire les **constatations** suivantes :

1. Le bon fonctionnement du marché unique européen s'accommode mal de niveaux de taxation très différents d'un Etat membre à l'autre, tant en matière de consommation (TVA)¹ que de revenus (impôts sur les sociétés notamment) ou d'épargne. En effet, ces écarts créent des distorsions sur le niveau de prix à travers l'Union européenne, tel que la libre concurrence devrait l'établir ; ils engendrent une course au "moins disant fiscal" qui prive peu à peu les Etats de ressources en nuisant à l'équité et sans accroître durablement leur compétitivité. L'excès de concurrence fiscale peut être dommageable à l'échelle micro-économique, dans la mesure où il introduit de sérieuses distorsions entre les entreprises opérant sur un même marché.

2. Ces différences portent de façon visible sur le *taux* d'imposition ; plusieurs pays européens auraient avantage à se rapprocher du taux d'imposition moyen en matière de TVA, tout en luttant énergiquement contre la fraude. Mais elles concernent aussi – et de façon plus néfaste encore – *l'assiette* de l'impôt. La multiplication des régimes spéciaux, dérogations et niches fiscales rend en effet la lecture de l'imposition difficile pour les acteurs économiques et les comparaisons entre pays hasardeuses ; elle entraîne des coûts de mise en conformité pour les entreprises opérant dans plusieurs Etats membres et peut perturber la mobilité des capitaux et des personnes au sein de l'Union européenne. L'opacité d'un système fiscal est indéniablement néfaste à la prise de décisions rationnelle et à la bonne allocation des facteurs de production.

3. La multiplication de systèmes d'accord ad hoc (« tax rulings »)² en faveur de certaines entreprises ou particuliers rend les comparaisons entre pays très difficiles. En effet, il faut distinguer non seulement les taux d'imposition statutaires et effectifs moyens, mais aussi les taux réellement pratiqués en fonction de ces « tax rulings »,

¹ Une élévation du taux de TVA par un pays est en fait l'équivalent d'une « dévaluation compétitive », d'où l'élévation de ce taux dans de nombreux pays de l'U.E. depuis le début de la crise. Le taux d'IS joue en sens inverse, son abaissement favorisant la compétitivité, d'où une tendance à sa baisse générale dans de nombreux pays de l'UE.

² Ces « tax rulings » sont à distinguer des « rescrits fiscaux », pratiqués en France, qui ont l'avantage d'éclairer à l'avance une entreprise sur le régime qui lui sera appliqué en cas de contrôle ; mais ils ne doivent pas normalement comporter de régime particulier de taux d'imposition. En revanche, dans tous les pays il existe des accords fiscaux avec les grandes entreprises sur la question stratégique des *prix de transfert* entre les filiales et avec leur société-mère.

généralement discrets et quasi-impossibles à recenser. Ces pratiques favorisent les comportements « d'évitement » des contribuables et conduisent à une allocation sous-optimale des facteurs de production ; la Commission Européenne a d'ailleurs lancé une initiative en vue d'améliorer la transparence et pour repérer et contrer les cas de « concurrence dommageable ».

4. Au-delà des stratégies d'optimisation fiscale poursuivies par les grandes entreprises, le caractère massif de la fraude à la TVA en Europe oblige à se pencher aussi sur la question de la limitation du nombre de taux particuliers et d'exceptions autorisées, et à mettre en place un meilleur contrôle.

5. C'est en considérations de ces faits que de nombreuses initiatives ont été prises pour faire progresser la convergence fiscale entre Etats membres de l'Union Européenne – l'harmonisation n'étant pas l'ennemie de la concurrence, mais au contraire la condition d'une saine et claire concurrence. Des progrès importants ont été accomplis en matière de la fiscalité de l'épargne. Les initiatives prises par la Commission Européenne ont permis de définir une fourchette, encore très large, de taux de TVA. Un projet de Directive du Conseil concernant une assiette commune, puis consolidée³ pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) a été proposé en 2011⁴ en se fondant sur l'article 115 du TFUE « pour le rapprochement des dispositions des Etats membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur ». Mais les progrès restent encore maigres, d'autant qu'il s'agit d'un domaine où la règle de l'unanimité s'impose. Aussi une initiative bilatérale franco-allemande a-t-elle été lancée et renouvelée récemment pour tenter d'accélérer les négociations de la Directive ACCIS, en commençant par l'harmonisation de l'assiette de l'IS⁵.

6. Certains pays ou acteurs sont réticents sur cette recherche d'une harmonisation, pensant que la recherche compétitive des niveaux d'imposition sur les sociétés les plus bas bénéficie nécessairement à toute l'économie en diminuant les charges qui pèsent sur le secteur productif. Cette approche néglige cependant l'apport économique majeur, au demeurant souvent exigé par l'opinion dans des pays démocratiques, de services publics de qualité - ce qui ne dispense évidemment pas de rechercher pour ceux-ci une meilleure performance coût/ efficacité. De plus, selon plusieurs études (Cepii, Bruegel) il existe des preuves de concurrence fiscale plus flagrantes pour l'imposition des sociétés que pour celle des personnes physiques. Tout récemment encore, dans un communiqué commun du 31 mars 2015, l'Allemagne et la France « soulignent l'importance d'un agenda ambitieux de lutte contre l'optimisation abusive et la concurrence fiscale dommageable au sein de l'Union européenne ».

7. Depuis l'éclatement de la crise financière en 2008, le G20 et l'OCDE ont d'ailleurs affirmé leur volonté d'enrayer l'érosion de la base d'imposition et les transferts abusifs de bénéfices des sociétés opérant dans plusieurs pays. Ils ont adopté à cet effet le projet BEPS (*Base Erosion and Profit Shifting*), dont le Plan d'action 2014-2015 a d'ores et déjà conduit à adopter plusieurs dispositions et notamment un modèle de déclaration confidentielle pays par pays (*Common Reporting Standard*). Le G20, lors de sa réunion du 16 novembre 2014 à Brisbane, a adopté ce modèle et décidé de commencer à échanger ces informations automatiquement entre ses membres et, avant 2017 ou 2018, avec d'autres pays et centres financiers. En tant que membres du G20, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni mais aussi l'Union européenne sont parties prenantes de cette déclaration. Et 21 des Etats membres de

³ Une première étape portant sur le rapprochement des assiettes serait envisagée, avant une consolidation complète du système.

⁴ Le premier projet de texte sur l'ACCIS remonte en fait à 2002

⁵ Des progrès ont été enregistrés dans ces discussions sur des questions comme le report des déficits ou la prise en compte des charges financières.

L'Union européenne participant aux travaux BEPS dans le cadre de l'OCDE. Enfin, L'Union Européenne a réussi à établir une assiette commune de la TVA (6^{ème} Directive), qui devait servir de base à une ressource propre européenne, mais n'a été utilisée que très partiellement en ce sens.

8. Des progrès significatifs ont aussi été faits dans le domaine de la fiscalité de l'épargne, où des règles communes d'imposition et d'échange des informations ont été mises en place pour mettre un terme à la « concurrence dommageable ». Le « deuxième paquet de la Directive épargne » impose maintenant la communication réciproque des informations sur les revenus distribués dans les pays membres⁶ à partir de 2017 (ou 2018 pour les « late adopters »)⁷.

II. Dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur et pour contribuer à l'objectif de réduction des écarts structurels entre pays membres dangereux pour la cohésion de la zone euro, la Commission économique et sociale de la Ligue formule les **recommandations** suivantes :

1. L'harmonisation fiscale doit progresser en Europe, avec l'appui des opinions publiques directement concernées, sur plusieurs plans parallèles. Négliger le rapprochement des modalités d'imposition des sociétés, parce qu'on progresserait sur l'assiette de la TVA ou sur l'harmonisation de la taxation de l'épargne, serait une erreur.

2. La lutte contre l'érosion de la base fiscale de l'IS et les transferts abusifs de bénéfices s'impose au contraire comme une priorité. Elle suppose à la fois de mettre en œuvre entre tous les Etats membres un **système d'information automatique** compatible avec le *Common Reporting Standard* élaboré conjointement par le G20 et l'OCDE, mais aussi d'avancer rapidement sur la voie de la **définition d'une assiette commune** au sein de l'Union européenne⁸; en la matière, un travail permanent pour expliciter les différences de traitement entre pays, élucider leurs causes juridiques, économiques et sociales, et proposer des solutions devrait être confié à un groupe d'experts dûment mandatés par la Commission européenne mais aussi par les Etats membres. Notamment, il serait important de progresser vers l'adoption de normes comptables propres à l'Europe et appliquées de manière uniforme, et vers la généralisation de la société de droit européen.

3. L'union Européenne doit se fixer des objectifs ambitieux. L'idée intéressante d'un **"serpent fiscal" européen** des taux d'imposition (TVA et IS) sur le modèle du "serpent monétaire" des débuts de l'ECU a été avancée par de nombreux experts et reprise dans un récent livre de Valéry GISCARD d'ESTAING, "Europa, la dernière chance". D'autres ont avancé l'idée d'un "Business Plan" ou d'un "Roadmap" décrivant les étapes d'une harmonisation progressive. Pour les taux d'imposition par exemple, l'approche consistant à fixer une fourchette entre un maximum et un minimum, puis à resserrer progressivement - par exemple sur 10 ans - cette fourchette (en y incluant les taux réduits) paraît effectivement la plus logique. En ce qui concerne l'assiette, compte tenu de la difficulté d'harmoniser des systèmes fiscaux dont l'assiette repose sur des cultures et des finalités nationales- ce qui est notamment le cas de l'IS en Allemagne et en France, l'idée a été émise de l'unifier plutôt que de l'harmoniser pour l'imposition des bénéfices des entreprises, en introduisant un **impôt unique**

⁶ Ces progrès ont été grandement facilités par la loi américaine FATCA de 2010 imposant cette communication d'informations à des pays non membres de l'UE comme la Suisse, ce qui ôtait tout prétexte aux réticences fondées sur le risque de délocalisation de l'épargne vers ces pays.

⁷ L'application se fera dès 2015 pour les revenus distribués à des contribuables américains....

⁸ Des progrès en ce sens dans le domaine de l'impôt sur les sociétés nécessitent très probablement aussi des progrès sur la question du rapprochement du droit des sociétés en Europe

européen sur les sociétés se superposant dans un premier temps - moyennant une baisse des contributions nationales au budget européen - aux impôts nationaux actuels, avec un taux faible et une assiette large et uniforme.

4. La fiscalité environnementale semble être la grande oubliée des politiques fiscales actuelles en Europe : contrairement à ce que l'on croit souvent, sa part en % du PIB européen ne cesse de décliner. La question d'une **taxe carbone européenne** (ressource propre) doit progresser, ce mécanisme apparaissant comme le plus efficace, s'il est accompagné d'un système de contrôle rigoureux, pour orienter les décisions décentralisées des entreprises dans un sens favorable à l'environnement. Comme pour l'I.S., cette ressource communautaire supplémentaire devrait être compensée par une réduction des contributions nationales au budget communautaire.

5. L'obstacle institutionnel de la décision à l'unanimité en matière fiscale devra être traité. Pour éviter des blocages permanents, il serait logique que soient lancées dans ce domaine des **coopérations renforcées** (regroupant, pour mémoire, un minimum de 9 pays, mais nécessitant le « nihil obstat » des autres), englobant au départ les seuls pays les plus motivés⁹. Ces coopérations devraient être ouvertes afin que d'autres Etats participant au marché unique les rejoignent dès que possible. A terme, la question d'une réforme institutionnelle permettant des décisions à la majorité qualifiée, ce qui nécessite une révision des Traités, devra être posée ; il faut y préparer l'opinion par une campagne d'information dédiée – sachant qu'en tout état de cause, les Etats devraient conserver la possibilité d'adaptations conjoncturelles. Cette réforme devrait aussi fournir la base nécessaire pour qu'une fiscalité harmonisée européenne soit un élément important du financement de l'U.E. par des ressources propres.

6. L'idée de faire **publier par les sociétés multinationales le montant des impôts qu'elles payent effectivement dans chaque pays** semble intéressante. L'OCDE a déjà travaillé sur la mise en place d'un système de reporting sur les opérations internes aux grands groupes¹⁰, mais sans publication. Le projet de législation européenne en ce sens doit être appuyé et mené à son terme.

⁹ Cette approche de coopération renforcée est déjà utilisée pour l'élaboration et la future mise en place d'une taxe sur les transactions financières (inspirée de la « Taxe Tobin »).

¹⁰ Une directive européenne fait déjà obligation au secteur bancaire de publier ses résultats et impositions pays par pays. Une autre directive en préparation touchera le secteur minier.

"Le vieillissement et ses conséquences économiques et sociales en Europe"

Recommandation de la Commission économique et sociale du 3 décembre 2015, approuvée par le Conseil central (11 janvier 2016)

I. La Commission économique et sociale de la Ligue européenne de coopération économique (LECE), réunie à Bruxelles le 3 décembre 2015, a débattu du thème « **Le vieillissement et ses conséquences économiques et sociales en Europe** », avec plusieurs personnalités : M. Didier BLANCHET, rédacteur en chef d'Economie et Statistique, INSEE ; Mme Stéphanie PAMIES, DG ECFIN, Commission Européenne ; le Professeur Heinz ROTHGANG, Socium Research Center on Inequality and Social Policy, Universität Bremen ; M. Christian SAUTTER, ancien ministre des Finances, Président de France Active ; M. Jean HINDRIKS, Professeur à l'Université Catholique de Louvain.

Elle en retire les constatations suivantes :

1. Le « déclin » démographique de l'Europe est un fait, certes souvent regretté mais indéniable. Si le recul de la fécondité est plus marqué dans certains pays membres de l'Union Européenne - le taux de fécondité s'étage de 1,3 (Pologne) ou 1,4 (Allemagne, Italie), à 2 (Irlande, France) ou 1,9 (Grande-Bretagne), en passant par 1,8 (Suède, Pays-Bas...), il n'assure nulle part le simple renouvellement des générations. Les pyramides des âges prennent une forme de meule. Dans plusieurs pays, la population tend désormais à décroître, cette baisse naturelle n'étant compensée - partiellement - que par l'immigration.
2. Dans le même temps, l'allongement de l'espérance de vie (80 ans en moyenne dans l'U.E), signe de progrès incontestable, a des conséquences considérables :
 - Accroissement de la part de la population âgée : l'âge médian dépassera 50 ans dans plusieurs pays de l'U.E avant 2040 ; la part des seniors (65 ans et plus) dans la population totale de l'U.E passera de 18,9% en 2015 à 28,8% prévus en 2060 et à cet horizon, elle pourrait dépasser 32% dans plusieurs pays (Allemagne, Pologne, Portugal, Slovaquie).
 - Le ratio de dépendance (personnes âgées de 65 ans et plus par rapport à la population en âge de travailler au sens large, de 15 à 64 ans)¹, dans l'U.E., bondit de moins de 20% il y a vingt ans à 28,8% en 2015 et à plus de 50% prévus en 2060 ; à cet horizon, il pourrait dépasser 60% dans les pays précités.

Dans le monde, seuls le Japon et la Corée du Sud connaîtront une situation plus préoccupante : le ratio de dépendance prévu y dépassera 70%. Aux Etats-Unis en revanche, il restera inférieur à 40%. Parmi les pays émergents, seule la Chine, qui vieillit rapidement, connaîtra une situation analogue à celle de l'U.E. ;

¹ Selon Eurostat, ce ratio s'établissait en 2014 à 31,5 pour l'Allemagne (après 29,4 en 2007) et à 28,4 pour la France (après 25,1 en 2007). Il est de 27,0 au Royaume-Uni, 33,1 en Italie, 27,2 en Espagne, mais 21,2 seulement en Pologne. Selon l'ONU, ce même ratio passerait de 16,3 en 1970 à 24,6 en 2015, soit une augmentation de moitié.

mais le Brésil et la Russie par exemple en approchent, tandis que d'autres comme l'Inde et la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne connaîtront un boom démographique.

3. Ce vieillissement, que l'on a appelé de façon imagée le « papy boom », a déjà et aura encore davantage dans l'avenir² de lourdes conséquences sur l'équilibre des régimes de retraites. Notamment, le nombre de personnes en âge de travailler comparé au nombre de retraités passera en Europe de 4 actuellement à 2 au milieu de ce siècle³. Même si d'importantes réformes ont déjà été conduites dans la plupart des pays de l'Union Européenne (augmentation de l'âge de départ à la retraite, majoration des cotisations et gel, voire diminution, de certaines prestations, réajustement de régimes spéciaux ou d'avantages particuliers, liens automatiques entre âge du départ à la retraite et espérance de vie...), le chemin à parcourir reste considérable et nécessitera de nouvelles réformes impopulaires. Ces réformes sont particulièrement nécessaires dans les pays où l'âge de départ à la retraite reste largement inférieur à la moyenne européenne ; une récente étude de l'OCDE montre que l'écart atteint cinq ans entre les pays où il survient le plus tôt et ceux où il survient le plus tard⁴.
4. Le vieillissement a bien d'autres conséquences que ses effets directs sur nos régimes de retraite. Notamment, la consommation médicale des personnes âgées étant plus importante, elle compromet déjà et compromettra encore davantage dans l'avenir l'équilibre des régimes d'assurance-maladie. Par ailleurs, l'offre de soins devra s'adapter à des types de consommation différente, donnant une place accrue aux maladies chroniques tels que le diabète ou l'hypertension. Enfin, même si l'allongement de l'espérance de vie concerne surtout "l'espérance de vie en bonne santé", le nombre de personnes en situation de dépendance augmentera fortement : par exemple, les projections actuelles en Allemagne indiquent que le nombre de personnes dépendantes pourrait augmenter de 80% d'ici 2050, pour atteindre alors 4,5 millions. Cela entraînera des surcoûts (selon un récent rapport de l'OCDE le coût de leur prise en charge devrait doubler voire tripler d'ici 2025⁵) et nécessitera la mise en place massive de structures d'accueil adaptées⁶.

² En effet, une partie des conséquences démographiques de l'allongement de l'espérance de vie a été masquée par la hausse initiale du nombre d'actifs due au « baby boom ».

³ Dans un pays comme la France, le ratio du nombre de *cotisants effectifs* sur le nombre de retraités est déjà passé de quatre en 1960 à moins de deux aujourd'hui ; il sera inférieur à 1,5 dans une génération ; le résultat est que, sans réformes, la part des retraites dans le PIB augmenterait de moitié (à 19% au lieu de 12,5% actuellement) d'ici quinze ans.

⁴ Ces âges sont de 66 ans en Irlande comme aux Etats-Unis, 65 ans en Allemagne et au Royaume-Uni, 62,5 ans en Italie, 62 ans en Grèce, 61,2 ans en France, 58,7 ans en Slovaquie... Les retraités français bénéficient de cinq années de plus à la retraite que la moyenne de l'OCDE : 27,2 ans pour les femmes, 23 ans pour les hommes, contre 23 ans et 20 ans respectivement en Allemagne par exemple.

⁵ L'OCDE indique que 10% de la population de ses pays membres devraient avoir plus de 80 ans en 2025, contre seulement 4% aujourd'hui.

⁶ En Allemagne, il faudrait doubler le nombre de personnes dans cette branche (médecins, infirmières, aides-soignants spécialisés), car la part des personnes dépendantes prises en charge par leur famille continuera probablement à décliner. Cela représente on moins de 500 000 emplois !

5. L'évolution des besoins et des types de consommation aura aussi un impact sur l'appareil de production, qui devra s'adapter : les secteurs économiques porteurs pour une population âgée ne sont pas les mêmes pour une population jeune⁷. Par ailleurs, la propension à épargner étant plus importante pour les seniors (sauf pour le « quatrième âge »), le risque existe d'un ralentissement de la croissance si cette épargne supplémentaire n'est pas investie efficacement. La question de savoir si le vieillissement affecte négativement la capacité à innover et la productivité d'une économie est plus contrastée ; certains économistes soulignent au contraire les perspectives offertes par la "*Silver economy*"⁸, comme le montre l'exemple du Japon ; on peut penser à des activités comme les loisirs et voyages, l'hôtellerie (éventuellement semi-médicalisée), les services à la personne, la robotique... Au demeurant, les études économétriques montrent une faible relation entre vieillissement de la population et gains de productivité globaux dans l'économie.

II. Souhaitant apporter sa contribution à l'élaboration de politiques permettant à l'Europe de faire face à ce défi multiforme, notre Commission formule les recommandations suivantes :

1. Bien qu'il soit difficile de mesurer précisément les effets directs d'une politique d'encouragement à la natalité, il paraît clair que **des politiques familiales adaptées** sont l'une des clefs de la lutte contre le déclin démographique et le vieillissement. Il faut donc éviter de faire porter les coupes budgétaires sur les allocations familiales ; il faut aussi développer le plus possible l'accueil des jeunes enfants en crèche et en école maternelle ; certains pays de l'U.E sont très en retard sur ce point. Il faut en outre, contrairement à ce que croient certains, non pas encourager le maintien des mères au foyer (des incitations en ce sens existent encore un peu partout), mais faciliter le maintien ou le retour au travail des jeunes mères ; de nombreuses études montrent qu'il y a là un facteur décisif d'encouragement de la fécondité. Dans le même esprit, des mesures en faveur du partage équilibré des tâches familiales (et de la conciliation du temps de travail et de la vie familiale) ainsi que de l'égalité des salaires et des retraites hommes/femmes sont nécessaires.
2. **L'immigration est un apport indispensable** pour ralentir les effets du vieillissement et pallier les lacunes du marché du travail (on le voit par exemple dans le domaine médical). **Elle doit cependant être raisonnée, contrôlée et gérée au niveau européen** - notamment par des accords de maintien sur place et de réadmission conclus avec les pays d'origine, mais surtout grâce à l'aide au développement. Au-delà de l'effort de solidarité indispensable pour l'accueil de réfugiés menacés dans leur vie même dans leur pays d'origine (qui nécessite une révision des accords de Dublin), l'immigration économique doit être encadrée et organisée au niveau européen en tenant compte des pays d'accueil. A ce titre, on peut envisager soit un système de quotas par profession (comme par exemple au Canada), soit un renforcement considérable des systèmes de formation linguistique et professionnelle et une orientation fortement encouragée des nouveaux arrivants vers les secteurs et les aires

⁷ Une enquête de l'INSEE sur le budget des familles françaises montre par exemple que la part des dépenses d'alimentation et de logement augmente de plus de moitié pour les seniors, tandis que celle des dépenses d'habillement, de loisirs et transport diminue nettement.

⁸ Voir le rapport du commissariat général à la stratégie et à la prospective de décembre 2013 : "La Silver Economie, une opportunité de croissance pour la France". On peut penser à des activités comme les loisirs et voyages, l'hôtellerie (éventuellement semi-médicalisée), les services à la personne, la robotique...

géographiques demandeurs. Les abus du regroupement familial devraient, en revanche, être évités.

3. **Les réformes des régimes de retraite ont été trop timides et tardives** dans un certain nombre des pays membres de l'U.E, notamment parce qu'elles ont reposé sur des hypothèses de croissance économique et d'inflation trop élevées. Les Pouvoirs publics doivent avoir le courage d'assumer la nécessité d'un âge de départ plus tardif à la retraite ou d'un allongement de la durée de cotisations nécessaires ; ils doivent aussi, à l'inverse de ce qui a été fait jusqu'à présent, privilégier les revenus d'activité par rapport aux pensions, tout en s'efforçant de prendre en compte la pénibilité et de stabiliser autant que possible les taux de remplacement. La réforme en cours de discussion au Pays-Bas consistant, dans un but d'équité intergénérationnelle, à moduler les cotisations en fonction de l'âge des salariés, les plus jeunes payant donc moins, offre aussi des perspectives. Par ailleurs, pour assurer l'avenir, les régimes de capitalisation, qui permettent d'adapter les montants versés à la situation financière des régimes et de dégager, à travers les fonds de pension, des montants d'épargne pouvant être investis à long terme, doivent être encouragés⁹. Il est aussi essentiel que les systèmes publics et privés de formation professionnelle assurent une réelle possibilité de reconversion tout au long de la vie de travail, tandis que les entreprises doivent, de leur côté, veiller à l'adaptation des postes de travail.
4. **Les politiques de sécurité sociale doivent être réajustées** en tenant compte des nouveaux besoins, notamment ceux liés à la dépendance¹⁰. Il ne sera possible de les financer que si d'une part une large place est faite à l'innovation en santé et au progrès technologique (ce qui pose le problème d'une accélération des procédures d'autorisation de traitements innovants) et d'autre part certains tabous sont levés, comme ceux de l'absence de ticket modérateur pour l'accès aux soins, de la prise en charge à 100% des maladies chroniques ou de la relation entre taux de remboursement et niveau de revenus de intéressés. Bien que, du fait des grandes différences entre les systèmes de protection sociale des pays de l'U.E.¹¹, ceux-ci ne se prêtent pas facilement à une harmonisation communautaire, il y aurait grand intérêt à développer les échanges d'expériences et réflexions communes sur ces sujets, notamment avec les partenaires sociaux.

⁹ Il en va de même pour les systèmes de retraite par points, qu'un pays comme la Belgique est en train de mettre en place, avec un taux de remplacement (*benefit ratio*) objectif qui est un rapport fixe entre cotisations et prestations, alors que le système allemand est à cotisations définies et le système français à prestations définies.

¹⁰ Le coût élevé de la prise en charge de la dépendance a fait jusqu'ici différer le traitement de ce problème. Sa solution appellera inévitablement une responsabilisation des familles, pour ceux qui en ont les moyens, et une intervention publique pour les plus démunis, qui devra être compensée par des économies sur d'autres dépenses.

¹¹ Système britannique entièrement étatisé, système mixte en France avec médecine libérale et remboursement pour partie publics, pour partie confiés aux mutuelles privées, système mixte aussi mais fortement régionalisé en Allemagne avec appels d'offres sur paniers de soins, etc.

5. **Dans le domaine de l'épargne**, la LECE rappelle qu'il est essentiel d'orienter davantage celle-ci vers la prise de risques et l'innovation. Certaines régulations prudentielles doivent être révisées pour permettre des investissements créatifs à long terme : prêts aux infrastructures, actions, non-coté (private equity) ; les incitations fiscales à l'épargne liquide qui subsistent dans certains pays devraient être remplacées par des incitations à l'épargne longue et à risques, et les dispositifs pénalisant les investissements en actions devraient être supprimés. Plus globalement, une révision d'ensemble des politiques publiques encourageant « l'aversion au risque » devrait être conduite pour, au contraire, faciliter la prise de risque par ceux qui peuvent l'assumer et l'innovation, notamment en révisant les régulations prudentielles trop décourageantes. Il faudra aussi faciliter la création et le développement de fonds spécialisés dans la « silver economy ».
6. **L'attitude à l'égard du travail des seniors doit changer** : au Japon et aux Etats-Unis, il n'est pas rare de travailler à 70 ans et plus ; la présence d'une population âgée plus nombreuse, expérimentée et en bonne santé, doit être perçue comme une chance pour l'Union européenne ; il faut diffuser la pratique du vivre-ensemble. Cela suppose toutefois d'admettre une plus grande flexibilité et de réaliser que les rémunérations ne peuvent pas progresser indéfiniment avec l'âge, mais que leur évolution peut suivre une « courbe en cloche » tenant compte des productivités relatives comme de la possibilité de jouer sur la modulation du temps de travail. Par ailleurs, la création d'activités nouvelles, bénévoles ou non¹², par les seniors offre de réelles perspectives; elle doit être soutenue et encouragée.

¹² Comme le fait par exemple « France active », qui a permis en 2014 de créer plus de mille entreprises et 5800 nouveaux emplois, dont une bonne part pour des seniors.

MEMBRES du CONSEIL CENTRAL

(Mai 2015)

Président d'honneur

Daniel CARDON de LICHTBUER

Président international

Bernard SNOY

Vice-président international

Rainer BODEN

Membres "ex officio"

Ramon BUISAN (Président du comité d'Andorre)
Thomas COTTIER (Président du comité en Suisse)
Radu DEAC (Président du comité en Roumanie)
Maciej DOBRZYNIĘCKI (Président du comité en Pologne)
Carles GASOLIBA (Président du comité en Espagne)
Philippe JURGENSEN (Président du comité en France)
Stefan KOREN (Président du comité en Autriche)
Illya LINGORSKI (Président du comité en Bulgarie)
Antonio MARTINS da CRUZ (Président du comité au Portugal)
Piet MOERLAND (Président sortant du comité aux Pays-Bas)
Freddy VAN den SPIEGEL (Président du comité en Belgique)

Membres individuels

Olivier GISCARD d'ESTAING (France)
Jean-Claude KOEUNE (Belgique)
Harry LANGMAN (Pays-Bas)
Matthijs van der VELDEN (Pays-Bas)

Présidents des commissions

Wim BOONSTRA (Pays-Bas), Commission monétaire
Carles GASOLIBA (Espagne), Commission méditerranéenne
Philippe JURGENSEN (France), Commission économique et sociale
Valeriu STERIU (Roumanie), Commission agriculture et environnement (sortant)

COMITÉS NATIONAUX

(Mai 2015)

<u>Andorre</u>	Président: Ramon BUISAN Secrétaire général: Agusti GARCIA c/o Credit Andorra Avda Meritxell, 80 - AD500-Andorra la Vella <sgt@creditandorra.ad>
<u>Autriche</u>	Président: Stefan KOREN Secrétaire général: Franz NAUSCHNIGG c/o Oesterreichische Nationalbank Otto Wagner Platz 3 - A-1090 Wien <franz.nauschnigg@oenb.at>
<u>Belgique</u>	Président: Freddy VAN den SPIEGEL Secrétaire général: Dirk DE BATSELIER Hauwerstraat 43 - B-9255 Buggenhout <debatslierdir@gmail.com>
<u>Bulgarie</u>	Président: Iliya LINGORSKI Secrétaire général: Vassil KARAIVANOV Enos Str. 7, Sofia, Bulgarie <elec.bulgaria@elec-lece.eu>; <vassil@eupa.bg>
<u>Espagne</u>	Président: Carles GASÒLIBA i BÖHM Secrétaire général: Joaquim LLIMONA Calle Valencia 289, 2ª 1ª - E-08009 Barcelone <info@leceonline.org> www.leceonline.org
<u>France</u>	Président: Philippe JURGENSEN Secrétaire général: Joël MAURICE 25 rue Gandon - F-75013 Paris <lece.france@gmail.com> www.lece-france.eu
<u>Pays-Bas</u>	Président (sortant): Piet MOERLAND Secrétaire général: Wim BOONSTRA c/o Rabobank - P.O.Box 17100 - NL-3500 HG Utrecht <w.w.boonstra@rn.rabobank.nl>
<u>Pologne</u>	Président: M. Maciej DOBRZYNIĘCKI Secrétaire général: Wojciech RYBOWSKI ul. Podlesna 27 - PL-80-255 Gdansk <elec@profit-consult.com.pl> www.elec.pl
<u>Portugal</u>	Président: Antonio MARTINS da CRUZ Secrétaire général: Rui BOTICA SANTOS c/o CRA Law Av. Eng. Duarte Pacheco, Torre 2 -13ª - P-1099-042 Lisboa <rui.santos@cralaw.com>

Roumanie

Président: Radu DEAC
Secrétaire général: Mirela IOVU
c/o RD Business Consulting SRL
30, Sos. Stefan cel Mare, Bl.26, Sc.2, Et.9, Ap.55, Sector 2
- RO-020144 Bucuresti
<elec.romania@elec-lece.eu>

Suisse

Président: Thomas COTTIER
Secrétaire: Rachel LIECHTI
c/o I E W - Hallenstrasse 6 - CH-3012 Bern
<rachel.liechti@iew.unibe.ch>

Qu'est-ce que la Ligue européenne?

Fondée en 1946, la Ligue européenne de coopération économique (LECE) est une organisation non-gouvernementale et a-politique ayant pour objectif de favoriser l'intégration économique et l'identité socio-culturelle de l'Europe, et de promouvoir son rôle dans le monde.

Constituée d'un réseau de comités nationaux, la Ligue rassemble des personnalités issues principalement du monde économique et financier, mais aussi des fonctionnaires nationaux et européens, des responsables politiques ou appartenant au monde universitaire.

Son domaine d'action s'exerce au sein de commissions de travail internationales qui se réunissent régulièrement et donne lieu à des publications (documents de travail, résolutions, série "Cahier Comte Boël", etc.).

Plus d'informations sur <http://www.elec-lece.eu>



Ligue européenne de coopération économique

Rue Marie-Thérèse 21
B- 1000 Bruxelles

Tel 0032 / 0472.39.51.69
info@elec-lece.eu

Secrétaire général: Jerry van Waterschoot